

CA Aix-en-Provence
CH. 08 A

17 novembre 2011
n° 10/09519

Texte intégral :

CA Aix-en-Provence CH. 08 A 17 novembre 2011 N° 10/09519
COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE

8e Chambre A

ARRÊT AU FOND

DU 17 NOVEMBRE 2011

N° 2011/ 733

Rôle N° 10/09519

La société R.

C/

Le distributeur A

Grosse délivrée

le :

à :

SCP BOTTAI

SCP BLANC

Décision déferée à la Cour :

Jugement du Tribunal de Commerce de SALON DE PROVENCE en date du 09 Avril 2010
enregistré au répertoire général sous le n° 09/6229.

APPELANT

La société R.,

dont le siège social est XXXX

représenté par la SCP BOTTAI GEREUX BOULAN, avoués à la Cour,

assistée par Me Jérôme TERTIAN, avocat au barreau de MARSEILLE

INTIME

LE DISTRIBUTEUR A,

dont le siège social est XXXX

représenté par la SCP BLANC CHERFILS, avoués à la Cour,

assistée par Me Martine RUBIN, avocat au barreau de MARSEILLE substitué par Me Cécile BAESA, avocat au barreau de MARSEILLE

*_*_*_*_*

COMPOSITION DE LA COUR

L'affaire a été débattue le 12 Octobre 2011 en audience publique. Conformément à l'article 785 du Code de Procédure Civile, Madame Catherine DURAND, Conseiller a fait un rapport oral de l'affaire à l'audience avant les plaidoiries.

La Cour était composée de :

Monsieur Guy SCHMITT, Président

Madame Catherine DURAND, Conseiller

Madame Catherine E. - GIUDICELLI, Conseiller

qui en ont délibéré.

Greffier lors des débats : Madame France Noëlle MASSON.

Les parties ont été avisées que le prononcé public de la décision aurait lieu par mise à disposition au greffe le 17 Novembre 2011.

ARRÊT

Contradictoire,

Prononcé par mise à disposition au greffe le 17 Novembre 2011,

Signé par Monsieur Guy SCHMITT, Président et Madame France Noëlle MASSON, greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

FAITS PROCÉDURE PRETENTIONS DES PARTIES

La société R., qui exploite un fonds de commerce dans un Centre commercial à XXXX, est liée contractuellement au fournisseur X pour son approvisionnement en électricité par deux contrats pro d'avril 2005.

Le 28 mai 2009 des ruptures d'alimentation en électricité du Centre Commercial sont survenues tout au long de l'après midi.

Faisant valoir que son matériel informatique, endommagé du fait de ces coupures et des surtensions en étant résultées, avait dû être changé et avoir été en outre dans l'incapacité d'exploiter son activité pendant ces pannes, la société R. a fait assigner le fournisseur X devant le Tribunal de commerce de SALON DE PROVENCE en paiement de la somme de 5.148,78 euros au titre de la remise en état des matériels, et de 3.000 euros au titre de la perte d'exploitation.

Le distributeur A gestionnaire du réseau depuis le 1er janvier 2008 est intervenue volontairement à l'instance.

Part jugement du 9 avril 2010, le Tribunal a :

- Déclaré recevable l'intervention volontaire du distributeur A, venant aux droits du fournisseur X,
- Donné acte à la société R. de son désistement d'action à l'encontre du fournisseur X,
- Débouté la société R. de toutes ses demandes, fins et conclusions,
- Dit et jugé que le distributeur A est exonérée de son éventuelle responsabilité au titre du défaut de protection de ses équipements informatiques par la société R. et qu'elle n'a pas commis de faute lourde dans la gestion de la coupure d'électricité,
- Dit et jugé que la société R. ne rapportait pas la preuve de ses préjudices,
- Débouté le distributeur A de ses autres demandes,
- Condamné la société R. au paiement de la somme de 1.000 euros par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux entiers dépens.

Par acte du 21 mai 2010 la société R. a interjeté appel de ce jugement.

Par conclusions déposées et notifiées le 22 juillet 2010, la société appelante demande à la Cour de :

- Vu les articles 1134 et 1147 du code civil,
- Vu la Convention de fourniture d'électricité,
- Réformer le jugement,
- Dire et juger que le distributeur A a commis une faute lui ayant occasionné un préjudice,
- Dire et juger la clause limitative de responsabilité non écrite,
- Condamner en conséquence le distributeur A au paiement de la somme de 5.148,78 euros et de celle de 3.000 euros,
- La condamner au paiement de la somme de 3.000 euros par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux dépens.

Par conclusions déposées et notifiées le 28 décembre 2010 le distributeur A demande à la Cour de :

- Confirmer le jugement attaqué,
- Dire et juger que la société R. n'a pas pris toutes les précautions qui auraient été utiles pour écarter tout risque consécutif à une rupture de courant, conformément à ses obligations contractuelles,
- Constater l'existence d'une faute de l'appelante,

A tout le moins,

- Constater l'existence d'un aléa technique consécutif à une contrainte insurmontable constitutif d'un cas de force majeure,

En conséquence,

- Débouter l'appelante de ses demandes, fins et conclusions,

A titre subsidiaire,

- Faire application des dispositions de l'article 5.1 alinéas 2 et 3 des conditions générales de vente,
- Constater l'absence de faute lourde du distributeur A,
- Constater l'absence de manquement du distributeur A à une obligation essentielle,

En conséquence,

- Donner acte au distributeur A venant aux droits du fournisseur X qu'elle s'engage à verser un abattement égal à 2% de la part fixe annuelle du tarif d'utilisation des réseaux publics liée à la puissance souscrite,
- Si la Cour excluait l'application des conditions générales de vente,
- Vu les articles 1134 et 1146 du code civil,
- Constater que l'appelante n'établit pas le lien de causalité entre l'interruption d'électricité et les dommages qu'elle invoque, qu'elle ne justifie pas d'un préjudice en

- lien avec l'interruption d'électricité,
- Constater qu'elle ne justifie pas d'un préjudice, ni du montant de celui ci,

En conséquence,

- La débouter purement et simplement de ses demandes,
- La condamner au paiement de la somme de 3.000 euros par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux entiers dépens.

L'affaire a été clôturée en l'état le 28 septembre 2011.

MOTIFS

Sur la responsabilité du distributeur A :

Attendu qu'aux termes de l'article 5.1 des conditions générales de vente d'électricité liant les parties, le fournisseur X, aux droits et obligations de qui vient le distributeur A, s'engageait à assurer la fourniture continue et de qualité d'électricité, sauf dans les cas relevant de la force majeure ou de contraintes insurmontables liées à des phénomènes atmosphériques ou des limites des techniques existantes au moment de l'incident, ainsi que dans divers cas énumérés limitativement au dit article ;

Attendu que le distributeur A, venant aux droits du fournisseur X, est ainsi tenue envers la société R., d'une obligation de résultat quant à son alimentation électrique ;

Attendu qu'il est constant que le 28 mai 2009 des ruptures sont survenues à plusieurs reprises dans l'alimentation électrique du centre commercial dans lequel la société R. exerce son activité, ruptures ayant nécessité l'intervention des équipes du distributeur A le même jour pendant 7 heures à partir de 17 heures ;

Attendu que la cause desdites pannes n'étant pas précisée, le distributeur A ne peut démontrer leur imputabilité à un cas de force majeure ni de contraintes insurmontables au sens des conventions, seules susceptibles de l'exonérer de l'obligation de résultat lui incombant ;

Attendu qu'elle n'établit pas plus que les ruptures d'alimentation soient intervenues dans l'un des cas limitativement énumérés aux articles 5.1 et 5.4 du contrat ;

Attendu que le distributeur A se prévaut d'une clause limitative de responsabilité insérée à l'article 5.1 in fine des conditions générales qui précise dans tous les cas il appartient au client de prendre les précautions élémentaires pour se prémunir contre les conséquences des interruptions et défauts dans la qualité de la fourniture. Le fournisseur X se tient à la disposition du client pour le conseiller pour n'offrir à la cliente que le versement de l'abattement tel que prévu au contrat en cas d'interruption de fourniture ;

Attendu que le contrat étant conclu entre professionnels, la clause limitative de responsabilité est valable ;

Attendu que cette clause qui impose aux clients de prendre des précautions élémentaires pour parer aux conséquences des coupures et ruptures de fournitures électriques, ne vide pas de sa substance l'obligation essentielle pesant sur le distributeur A de fournir en continue l'électricité et ne fait pas obstacle à ce que le fournisseur X indemnise le client ayant pris des précautions élémentaires, donc à la portée de tout usager, et ayant subi malgré ce des dommages imputables à des dysfonctionnements dans son alimentation en électricité ;

Attendu que la société R. n'est donc pas fondée à soutenir que cette clause serait nulle et de nul effet ;

Attendu que les équipes du distributeur A sont intervenues le même jour ; qu'aucun des éléments du dossier ne permet de caractériser l'existence d'une faute lourde équipollente au

dol du distributeur A, permettant seule d'écarter la clause limitative de responsabilité ;

Attendu que la société R. produit une attestation de la société A. en date du 4 février 2010 selon laquelle les problèmes sur le matériel changé, en date du 28 mai 2009, sont dus à des coupures intempestives de courant électrique qui ont provoqué des surtensions importantes au niveau de l'alimentation des appareils informatiques. Conclusion de nos techniciens intervenus le jour même du sinistre' ;

Attendu qu'il n'est pas contesté utilement par la société R., qui ne produit aucun élément sur la configuration de son installation d'origine, mais seulement la facture du 20 août 2009 de la nouvelle mise en place, que celle endommagée le 28 mai 2009 n'était pas équipée d'un onduleur qui aurait pu parer aux conséquences des coupures ;

Attendu que la mise en place de cet élément sur une installation informatique utilisée pour les besoins d'une activité professionnelle constitue une précaution élémentaire ;

Attendu qu'il s'ensuit que le distributeur A est en droit d'opposer la clause limitative de responsabilité de l'article 5.1 des conditions générales à la demande de réparation du préjudice présentée par la société PHARMACIE RENUCCI ;

Attendu qu'en outre le préjudice de perte d'exploitation n'est pas établi dans son existence ni son quantum ;

Attendu en conséquence que le jugement sera confirmé ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de faire application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

Attendu que la société R. qui succombe sera condamnée aux entiers dépens ;

PAR CES MOTIFS

La Cour statuant par mise à disposition au greffe, contradictoirement,

Confirme le jugement attaqué,

Y ajoutant,

Déboute la société R. de ses demandes, fins et conclusions,

Dit n'y avoir lieu à faire application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile,

Condamne la société R. aux entiers dépens, ceux d'appel étant distraits au profit de la SCP BLANC CHERFILS avoué, sur son affirmation d'en avoir fait l'avance sans avoir reçu provision.

LE GREFFIER. LE PRESIDENT.

Composition de la juridiction : Monsieur Guy SCHMITT, Jérôme TERTIAN, Martine RUBIN, Cécile BAESA

Décision attaquée : T. com. Salon-de-Provence, Aix-en-Provence 2010-04-09